

**De l'enfant richesse à l'enfant fardeau :
L'enfant au travail à Madagascar
et sa place dans l'imaginaire social**

Bodo Ravololomanga et Bernard Schlemmer
ORSTOM, Paris

Une situation économique catastrophique

La crise économique, qui a marqué l'ensemble du monde, mais surtout les pays les plus faibles, a été particulièrement violente à Madagascar. Rappelons que la production alimentaire, jusqu'en 1971, suffisait aux besoins de consommation locale. On exportait même du riz de luxe : aujourd'hui, Madagascar est compté au nombre des «pays les moins avancés» et ne parvient pas à payer toutes les importations vivrières dont il a besoin ! L'ensemble du pays s'est considérablement appauvri ; en deux décennies, entre 1972 et 1992, et à l'échelon national, si l'on rapporte l'évolution du PIB à l'accroissement démographique, les Malgaches ont, en moyenne, perdu plus de 50 % de leurs revenus. Dans le même temps, on estime que la population la plus pauvre, représentant environ 40 % de la population totale, a vu sa part du revenu national diminuer elle aussi de moitié, ce qui signifie qu'il ne lui en échoit plus aujourd'hui que 10 % (contre 20 % alors).

Autre indicateur de cette dégradation : certaines maladies endémiques, liées aux situations de grande pauvreté, ont fait leur réapparition. Pendant ce temps, «les politiques d'ajustement structurel (...) sont [sans doute] la cause principale des compressions budgétaires opérées dans le domaine social. Les dépenses sociales réelles par habitant ont ainsi été réduites d'environ la moitié à Madagascar (avec une diminution de 44 % entre 1980 et 1984)» (Chasteland, Véron et Barbiéri : 131).



On pourrait ainsi multiplier les indices : signalons seulement, lié à notre propos, que « la situation du secteur éducatif est caractérisée par un recul généralisé de l'enseignement, en termes qualitatifs et quantitatifs. L'enfant, garçon ou fille, devient aujourd'hui soutien de famille. Son travail, en ville comme dans les campagnes, est nécessaire, voire indispensable à l'équilibre matériel de la famille. Dans les stratégies de survie, indispensables en cette période de paupérisation croissante, l'école passe au second plan dans l'ordre de priorités du jeune malgache qui doit, avant tout, participer au budget familial » (UNICEF :6).

La déliquescence de l'État, avec les processus de corruption et de « déréglementation » qu'elle entraîne, et la paupérisation croissante du reste de la population, ont pour effet conjugué le développement d'activités économiques qui échappent de plus en plus au contrôle de l'État. On voit proliférer les diverses formes de travail au noir, du petit commerce, des activités plus ou moins clandestines et illicites, etc... Autant de « formes de « sauve-qui-peut » social adoptées ou imposées à de plus en plus de jeunes enfants, garçons ou filles » (UNICEF : 187). La population pauvre en subit les conséquences, mais la population la plus pauvre, les chômeurs, ruraux ruinés et déracinés venus en ville, y trouvent sa seule réponse possible.

Le travail des enfants : une nécessité vitale

L'ampleur et la rapidité de cette dégradation des conditions de vie de la masse de la population entraîne bien entendu une aggravation parallèle des conditions de travail. Pour parvenir à simplement survivre, nombreuses sont les familles qui n'ont plus d'autres choix que de faire en sorte que leurs enfants contribuent au revenu familial ou, sinon, qu'ils subviennent par eux-mêmes à leur propre subsistance.

Aussi n'est-il pas étonnant que ce qui ait frappé nombre d'observateurs de passage, ce soit la situation extrême de certains de ces enfants. On voit des gamins faisant la mendicité à partir de trois ou quatre ans, nuée de gosses se disputant le privilège de porter votre cabas ou de garder votre voiture ; des enfants hauts comme trois pommes et portant sur la tête des piles de briques ; d'autres cassant des cailloux à longueur de journée sur des chantiers de construction, sans parler du spectacle difficile à soutenir de ces enfants qui fouillent poubelles et détritrus et se

nourrissent ainsi, sur place, de déchets innombrables, que leur disputent parfois des adultes.

Pourtant, lorsqu'on veut analyser plus profondément la question, on s'aperçoit que ce qui devrait frapper, au contraire, c'est que le travail des enfants ne se soit pas détérioré malgré l'ampleur véritablement catastrophique de la situation économique, et la rapidité avec laquelle celle-ci s'est dégradée. Le travail des enfants est demeuré plus ou moins spontané, plutôt que de devenir organisé par des adultes profitant d'un réel besoin de numéraires pour développer une exploitation économique rationnelle et maximisée de cette force de travail.

Cette analyse risque de heurter : à juste titre choqués par la situation dramatique dans laquelle vivent ces enfants, qui sont en tout état de cause obligés de travailler au lieu d'être scolarisés et de soutenir leurs familles au lieu d'être soutenues par elles, notre devoir d'observateurs est bien entendu de dénoncer ce scandale de la conscience, et l'on est facilement tenté de dénoncer, ici comme ailleurs, les mécanismes dont on connaît (Meillassoux, in Chasteland, Véron et Barbiéri : 69-70) le rôle explicatif central. Il convient donc de s'expliquer.

Le type de travail auquel s'adonnent le plus souvent les enfants est le placement dans des familles comme aide-domestique, nous y reviendrons. Mais ce que nous voulons souligner pour l'instant, c'est qu'il n'existait pas encore, au moment où nous avons fait notre enquête, de réseau organisé de recrutement qui se donnerait pour activité économique de jouer de ce « marché » afin de réaliser ses propres bénéfices. Ceci ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a pas de gens qui profitent de la situation et du rapport de forces en leur faveur.

C'est ainsi que l'une des responsables de « Sentinelles », une ONG qui se donne pour but la réinsertion des enfants incarcérés, explique que les prisons sont surpeuplées de « petites bonnes », dénoncées pour vols, mais dont la plupart n'auraient pas pu survivre sans « voler » de la nourriture à leurs patrons.

Et il existe des gens qui, ayant plusieurs fois servi d'intermédiaires entre parents et employeurs, deviennent connus et peuvent alors demander un pourcentage sur la transaction. Mais en aucune façon ils n'en font un métier et ne contribuent à maintenir et durcir le système, comme c'est le cas dans certains pays à situation économique comparable.

De la même façon, on trouve de nombreux enfants qui gagnent leur vie comme mendiants, mais pas, à notre connaissance, de racket des mendiants ; et si des parents (selon la même responsable de « Sentinelle ») refusent que leurs rilit enfants handicapés soient appareillés gratuitement parce que, mendiants handicapés, ils rapportent plus, on n'a toujours pas vu de cas de mutilations volontaires. On trouve des enfants employés comme aide, en général par leurs parents, qui ne pourraient pas s'en sortir autrement mais sont payés à un tarif « normal », celui que toucherait un adulte effectuant la même tâche.

Par contre, ils effectuent éternellement le même travail élémentaire, et n'ont pas d'apprentissage. Si leur situation est enviée, parce qu'ils ont un travail et un revenu assuré, leur avenir reste toujours aussi incertain. Le nouveau responsable du BIT à Madagascar, à juste titre nous semble-t-il, posait devant nous le problème en ces termes : il ne s'agit pas d'éradiquer le travail des enfants, mais de faire en sorte qu'il soit compatible avec leur âge, physique et mental, et qu'il soit formateur.

Enfin, dernier exemple, on trouve des mineures prostituées, mais pas, à proprement parler, de prostitution infantine ; à moins d'appeler ainsi une gamine qui accepte, comme nous l'a rapporté ce volontaire de Médecins Sans Frontière, sans se faire payer, de coucher, pour pouvoir dormir sans payer. Car, nous le verrons, les enfants les plus défavorisés payent pour pouvoir dormir. Une seule ONG, ASA, nous a parlé de proxénètes, et rien en tout cas ne permet de supposer qu'il existe un grand proxénétisme organisé, ou un quelconque réseau de prostitution de mineur(e)s destinés au tourisme sexuel.

Comment expliquer ce paradoxe ? Et cette situation, qui reste relativement privilégiée, peut-elle durer ?

L'enfant richesse

Il n'est pas exagéré de dire que le culte des ancêtres occupe, dans la vie du Malgache, dans ses préoccupations, dans la détermination de ses choix, une place tout à fait dominante, dont on trouve peu d'exemples dans d'autres sociétés. Autant dire que, pour lui, assurer sa descendance est une affaire primordiale. Non pas tant pour avoir quelqu'un sur qui compter quand viendront ses vieux jours (encore que cela soit important), mais surtout pour avoir quelqu'un qui se chargera d'accomplir correctement son

rituel funéraire, ce rite de passage qui permet au défunt d'accéder à l'ancestralité. De ses enfants dépend ainsi sa survie, sa vie après la mort, la qualité de sa vie d'ancêtre.

Qu'il s'agisse d'un homme aussi bien que d'une femme, ce qu'il appréhende le plus, c'est de rester stérile, ne pas avoir d'héritiers. La littérature orale utilise fréquemment les notions de fécondité et de stérilité, dans un système d'opposition binaire tout à fait parlant. Liée à la bénédiction, la fécondité est considérée comme l'un des biens que les divinités et les ancêtres réservent à ceux qui ont su attirer leur bienveillance. La fécondité incarne le bonheur, la vie.

Par contre, la stérilité, considérée comme la pire des malédictions, se traduit par un sentiment d'inquiétude, de frayeur¹. Elle est à l'image de la mort. Il n'y a donc rien d'étonnant à constater que, lors d'un mariage, la famille souhaite aux futurs époux d'avoir « sept garçons et sept filles » (le chiffre sept, bien que considéré parfois comme dangereux, indique ici la plénitude).

Mais les choses ne sont plus actuellement perçues de la même façon. Au contraire, adresser ce vœu à un foyer serait aujourd'hui mal venu ; cela risquerait d'être pris comme une flèche ironique, voire une malédiction. C'est que la terrible dégradation de la situation économique a eu des répercussions sur cet idéal de fécondité, pourtant bien ancré dans la culture malgache et qui a sans doute permis d'amortir les répercussions de la crise.

Aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, le souci des foyers est désormais d'avoir le moins d'enfants possible, de pouvoir les soigner en cas de maladie, les nourrir et leur trouver un travail quand ils arrivent à l'âge adulte, si c'est possible. Mais un grand nombre de familles ne peuvent même plus vêtir ni même nourrir leurs enfants. Si certains foyers ne peuvent plus compter sur l'aide de leur parentèle pour l'adoption ou la prise en charge de certains de leurs enfants, leur recours est désormais de les placer chez des amis ou des connaissances, pour y travailler. « Les enfants sont une richesse », affirme un dicton malgache : de cadeaux du ciel, voici qu'ils deviennent des fardeaux, et des fardeaux parfois trop lourds à porter.

1. Pour plus d'explication sur la comparaison fécondité/stérilité et sur la place de l'enfant dans la société malgache, cf. Bodo Ravololomanga (1992).

Des témoignages

« Moi Théo, j'ai quatorze ans. Je suis le deuxième des six enfants de mes parents, l'aîné des garçons. Mon père est mort il y a trois ans. Ma mère vend des patates douces et des cacahuètes au bord de la rue, à Fianarantsoa. Ma grande sœur est partie travailler comme domestique à Antananarivo ; ma mère ne pouvait plus s'occuper de moi et de mes cadets, elle m'a envoyé chez ma grand-mère dans cette petite ville pour pouvoir aller à l'école, continuer à étudier. J'ai quitté l'école en T4 (classe de 8^e). Ma grand-mère, elle, ne peut plus s'occuper de mes frais de scolarité (livres, cahiers, stylos) : elle est âgée. Elle ne peut plus acheter des vêtements et de la nourriture pour elle et pour moi. C'est pourquoi elle a demandé au père et à la mère de Mamy (un enfant d'un an) de m'employer. Et depuis six mois, je travaille ! »

C'est ainsi que Théo est devenu domestique chez un couple dans cette petite ville², en 1991. Seulement, le père et la mère de Mamy n'ont pas, eux non plus, un revenu suffisant. La mère de Mamy est couturière, mais elle n'a pas assez de clientèle. Elle confectionne à peine dix robes dans le mois, à raison de 2,000FMG³ la robe, et son mari est propriétaire d'une vieille camionnette que son père lui a donnée et qui n'est plus en état de marche. Le peu d'argent qu'il gagne sert à acheter des pièces détachées neuves ou d'occasion pour réparer et pouvoir vendre la camionnette, dans l'espoir d'avoir un fonds pour ouvrir une petite boutique de commerce. Pour faire vivre sa famille, le père de Mamy fait de la menuiserie (qu'il a apprise lorsqu'il était étudiant au lycée technique de Fianarantsoa). Et même dans sa spécialité, peu de gens dans sa ville lui passent des commandes. À peine arrive-t-il à vendre deux chaises, deux tabourets et une table par mois. Mais, comme la grand-mère de Théo, une femme de soixante-dix ans, est venue les supplier de prendre son petit-fils pour travailler, moyennant la nourriture, le logement, le vêtement ou, ce qui est le mieux, un salaire, les parents de Mamy, qui ont déjà du mal à survivre, ont accepté, par compassion.

2. Notre enquête a été effectuée, en grande partie, entre 1992 et 1993, dans le *fivondronana* (district) d'Ambohimahasoa, une petite ville de 9,000 habitants, sur la route Nationale 7, à une cinquantaine de kilomètres de Fianarantsoa et à 450 km d'Antananarivo.

3. Soulignons que 1 FF vaut 350 FMG en janvier 1994.

Théo s'occupe de menus travaux dans la maison, garde le petit Mamy quand la mère de ce dernier coud ou prépare le repas. Et, quand l'occasion se présente, il aide le père de Mamy à raboter les planches pour la confection des meubles. C'est là qu'il travaille le mieux. Mais son rêve, c'est de devenir chauffeur. Chaque fois que le père de Mamy répare la camionnette, il fait tout pour qu'on fasse appel à lui. Il voudrait surtout apprendre la mécanique automobile. Dans tout Madagascar, un chauffeur doit savoir réparer sa voiture ou son camion, car les garages n'existent pas partout. Et comme Théo aime bien les voitures, pour faire plaisir à sa maison d'accueil, il s'est proposé, dit-il, de dormir dans la camionnette, la nuit, avec Ravôgne, un jeune garçon de quinze ans, lui aussi domestique chez les grands-parents de Mamy. Les deux jeunes garçons gardent la camionnette la nuit, aussi bien l'hiver que l'été, contre les cambrioleurs.

Quant à Ravôgne, il est le deuxième garçon d'une famille de cinq enfants. Son aîné, âgé de seize ans, travaille comme manœuvre chez un commerçant de la ville. Ne pouvant plus nourrir leurs jeunes enfants, ses parents ont poussé Ravôgne à chercher du travail. En haillons et mal vêtu, il n'a pas osé aborder les gens pour demander du travail. Et comme ses jeunes frères et sœurs ont à peine de quoi manger, au lieu de faire la mendicité, Ravôgne a préféré fouiller les poubelles. En 1989, il traînait auprès des poubelles depuis plusieurs jours lorsque la grand-mère⁴ de Mamy vint le chercher pour lui donner à manger, pendant une semaine et, par la suite, lui proposer de travailler. Depuis lors, Ravôgne est devenu domestique.

Aussi bien Théo que Ravôgne gagnent 5,000FMG par mois. Leurs employeurs leur achètent des vêtements deux fois par an et leur donnent les vieux habits de la maison. Ils sont nourris par leurs employeurs. Quant à leur paye, ils en donnent presque la totalité à leur famille, Ravôgne à ses parents et Théo à sa grand-mère, qui se charge de transmettre l'argent à sa fille demeurée à Fianarantsoa.

Si le cas de Ravôgne, l'enfant qui fouille dans les poubelles pour trouver la nourriture, reste encore exceptionnel dans les

4. La grand-mère de Mamy, une femme de 54 ans, et son mari, un fonctionnaire moyen, quatre ans avant la retraite, ont déjà accueilli chez eux, en plus de Ravôgne, deux enfants placés par leurs parents pour travailler. En plus de ces enfants placés pour le travail, ils ont encore trois de leurs propres enfants à charge.

petites villes des provinces malgaches, le cas de Théo est fréquent⁵. Fait récent, il y a au village des enfants qui quêtent leur nourriture en faisant du porte à porte, alors qu'une telle situation a toujours paru inacceptable, impensable, dans cette société à vocation agricole, et surtout dans cette région qui est considérée comme le grenier à riz de la région betsileo.

Mais quand les parents n'ont pas de riz, de maïs ou de manioc à donner à leurs jeunes enfants, ils supplient aujourd'hui leurs voisins, ou les gens de connaissance qui ont un peu plus de moyens, de prendre chez eux un des leurs, la plupart du temps l'aîné, garçon ou fille. C'est ainsi qu'à partir de douze ans, les enfants sont placés dans divers foyers de la petite ville, chez les commerçants et les fonctionnaires.

Des parents nous ont signalé que, s'ils avaient à choisir, ils mettraient leurs enfants chez les enseignants (instituteurs des écoles primaires, professeurs des collèges ou des lycées), alors qu'un grand nombre de ces enseignants ont aussi du mal à joindre les deux bouts quand ils ont trois ou quatre enfants à charge, ce qui est habituel. Mais, en plaçant leurs enfants chez les enseignants, les parents espèrent qu'ils bénéficieront d'une bonne éducation et recevront une instruction tout en assurant les travaux domestiques. Le contact avec les enseignants est pour eux porteur d'une bonne éducation et de promotion pour leurs enfants.

Le responsable de l'ONG «ATD-quart monde» insiste également sur la très forte demande pour que les enfants aillent à l'école jusqu'à l'adolescence (inclusivement). L'enseignement est relativement très développé à Madagascar, comparé à celui de pays à revenus comparables ou même supérieurs; la plupart des parents ont été scolarisés et vivent comme une déchéance l'analphabétisme de leurs progéniture. Certes, ils ne peuvent la scolariser que si sa gratuité leur est assurée, mais il ne faudrait pas sous-estimer que le seul fait de laisser aller un enfant à l'école constitue déjà un sacrifice, compte tenu du manque à gagner que représente la perte de l'appoint supplémentaire, si minime soit-il, fourni par son travail.

Un changement s'est fait sentir également depuis quelques années sur le rapport employeur et enfant placé. Les maisons

5. Au moins un foyer sur trois, dans cette petite ville, accueille un ou deux enfants placés pour travailler.

d'accueil n'appellent pas les enfants placés *mpiasa*, «travailleurs» mais *mpanampy*, «aides». De leur côté, les enfants placés n'appellent pas «Madame» ou «Monsieur» leurs «employeurs» comme ils le feraient avec des patrons avec qui ils devraient prendre une distance respectueuse. En termes d'adresse et de référence, ils emploient toujours la *teknonymie*: «Père ou mère de...» et parfois ils les appellent «Père» ou «Mère», quand leurs «employeurs» ont des enfants qui ont à peu près le même âge qu'eux.

Il semble y avoir ainsi, entre la maison d'accueil et l'enfant placé au travail, de la compréhension et de l'affectivité. Peut-on imaginer, dans cette évolution, une volonté d'atténuer la différence de statut entre employé et employeur, et ce changement a-t-il été forgé pour répondre à la nécessité de l'entraide, dans cette société en difficulté mais qui veut toujours maintenir la cohésion ?

Les différentes sortes de travail des enfants

La situation la plus fréquente, on l'a dit, c'est le placement chez des particuliers, où les enfants accomplissent divers travaux domestiques. Selon les familles, leur condition est plus ou moins avantageuse ou dramatique mais, à tout le moins, s'ils sont logés et nourris généralement aussi bien (ou aussi mal) qu'ils pouvaient l'être chez eux, ils ont à fournir nettement plus de travail. En général, les parents reçoivent une somme d'argent au moment où l'enfant quitte le foyer, après quoi ni celui-ci, ni son patron, n'ont d'obligation envers eux. Le salaire moyen des enfants tourne autour de 5,000 à 7,000FMG par mois, à la campagne, et jusqu'au double de cette somme dans la capitale (où le coût de la vie est sensiblement plus élevé), mais il arrive même qu'aucun salaire ne soit versé.

On l'a dit, il n'existe pas de réseaux de placement ; en général, il s'agit d'échanges entre familles qui se connaissent. Comme on l'a vu dans le cas de Théo, la famille prenant l'enfant en charge n'est pas nécessairement heureuse de profiter d'une main-d'œuvre bon marché : ce peut être réellement un service qu'elle accepte de rendre, et qui lui coûte parfois plus qu'il ne lui rapporte. Notamment, les orphelins (garçons ou filles, car les deux peuvent travailler comme «bonnes», même si le cas est plus fréquent pour les filles) sont dans bien des cas ainsi pris en charge par la famille élargie. Parfois, à Antananarivo du moins, la

capitale, ce sont les filles elles-mêmes qui cherchent à se placer, sur les recommandations d'une de leurs amies qui travaille déjà comme bonne.

Parfois aussi, on trouve des employeurs, de niveau de revenus plus élevé, qui vont à la recherche d'enfants en situation d'être placés, et dans ce cas, bien entendu, ils y trouvent leur intérêt. Mais dans la plupart des cas, l'exploitation est limitée du fait que les familles se connaissent ou que, si elles ont eu recours à une famille « intermédiaire », celle-ci sert en quelque sorte de garantie morale. Encore une fois, il n'existe pas de « filière » de placement, tous les responsables que nous avons interrogés sont d'accord sur ce point.

Par contre, le salaire n'est pas toujours versé, le travail est parfois trop dur pour des enfants de cet âge, et la fillette est souvent renvoyée sans autre préavis dès qu'elle atteint un âge où ses employeurs craignent qu'elle ne devienne enceinte. Mais il nous paraît important de souligner ceci : il existe des « bonnes » adultes, et leur condition de vie, et de rémunération, sont les mêmes, comme le soulignait à juste titre la responsable du Programme d'Alimentation Mondiale (PAM) pour Madagascar.

Les enfants qui restent dans leur petite ville et ne trouvent pas de travail domestique font, pour la plupart, le colportage de nourriture (beignets, gâteaux ou autres plats cuisinés, yoghourt). Tôt le matin, ils sillonnent les rues, ayant sur la tête un plateau surchargé de gâteaux ou ayant dans les bras leur glacière remplie de pots de yoghourt. Comme ces enfants n'ont généralement pas assez d'argent pour l'achat de la farine, de l'huile, de la viande, du lait et du sucre, ils doivent donc tous les jours trouver des fournisseurs qui leur donnent les marchandises prêtes pour la consommation. Par pièce de beignet vendu, le patron leur donne le soir 5FMG et, par pot de yoghourt, 10FMG (le 1/10 du prix de vente de la marchandise).

Ainsi, celui qui arrive à vendre cinquante gâteaux et cinquante pots de yoghourt perçoit en fin de journée 750FMG, soit l'équivalent du prix d'un kilo de riz pendant la période de récolte, ou de 750 grammes de riz pendant la période de soudure : une quantité qui ne représente même pas la ration journalière d'un foyer composé de trois personnes, alors que le riz, chez les Malgaches, est la nourriture principale, la nourriture sacrée. En outre, pouvoir vendre cinquante gâteaux et cinquante pots de

yoghourt dans la journée peut être considéré comme un exploit, car il y a au moins une vingtaine d'enfants qui font ce travail dans cette petite ville. Des enfants qui n'ont pas de fournisseurs de marchandises vendent des fruits, des légumes et des plats cuisinés de qualité assez médiocre sur les étals des trottoirs. Le soir, ils ramènent chez eux une très maigre somme et parfois même, leurs marchandises avariées, avec lesquelles ils se nourrissent.

En dehors du colportage de nourriture, certains enfants font aussi le colportage de *fandrehitra* (litt. : qui sert à allumer), troncs de pin (bois mort ou bois sur pied) débités en petits morceaux. Les gens s'en servent pour activer l'allumage du charbon de bois ou du bois de chauffage afin d'économiser le pétrole. Les enfants les vendent auprès des ménagères en faisant le porte à porte. Certains de ces enfants nous ont signalé pouvoir vendre vingt petits paquets par jour, à raison de 50FMG le paquet. À la fin de la journée, ils ramènent donc chez leurs parents 1,000FMG, l'équivalent du prix de 1 kilo 250 de riz. Ce genre de travail pose des problèmes car, en râclant le tronc de bois de pin sur pied, ces enfants et leurs familles sont considérés comme des destructeurs de la forêt. Face aux nouvelles lois de protection de l'environnement, ils risquent d'être pénalisés.

Des jeunes garçons, entre douze et quatorze ans, tirent également les charrettes (*baramba*) pour le transport des sacs de marchandises (riz, sucre, farine), à travers la ville, avec un chargement pouvant aller jusqu'à 300 kg. Par équipes de quatre, ils se partagent à la fin de la journée 2,000FMG les jours ordinaires de la semaine, et 4,000 à 5,000FMG le jour du marché. Puisque les taxis n'existent pas dans les petites villes, ce sont les enfants qui assurent ce travail harassant et parfois dangereux. Pour s'attirer le plus de clientèle possible, et surtout en raison de leur compétitivité, propriétaires ou locataires de charrettes font montre de temps en temps d'excès de zèle et d'effort. Du fait de leur âge, ces enfants ne contrôlent pas toujours la conduite de leurs charrettes, ce qui entraîne parfois des accidents. En cas de conflit, il faut l'intervention des adultes pour régler les problèmes et remettre de l'ordre.

Les enfants des paysans éleveurs-agriculteurs

Quant aux paysans éleveurs-agriculteurs habitant certains hameaux isolés, qui se voient parfois piller leur bétail et leurs

récoltes par des voleurs armés menaçant leur vie, nombreux sont ceux qui préfèrent aller vers la ville. Dans leur exode en milieu urbain, si les adultes ne trouvent pas de travail pour nourrir suffisamment leur famille, ce sont les enfants qui les remplacent en faisant le gardiennage des voitures dans les rues ou les parkings, dans la journée.

Ceux qui restent au village et veulent exploiter leurs champs ne peuvent pas toujours payer des salariés ou des journaliers pour les aider dans les divers travaux agricoles. À défaut de la solidarité des membres adultes de la famille élargie⁶, solidarité toujours proclamée, mais qui tend à devenir de plus en plus rare, leur recours est d'utiliser la main-d'œuvre de leurs enfants. Ceux-ci se trouvent ainsi obligés de manquer l'école pendant la période des travaux des champs, ou même d'abandonner leurs études pour assister leurs parents.

Quant aux familles qui n'ont ni moyens financiers ni moyens humains, elles mettent leurs terres en location pendant trois ou cinq ans, pour une somme payée en une seule fois lors de la signature du bail. À force de demander une avance pour le prochain bail, les paysans propriétaires s'endettent et finissent par céder à leur locataire leurs champs ou leurs rizières. Dépouillés ainsi de leur richesse, ils se résignent à faire partir en ville les aînés de leurs enfants, dès que l'âge le leur permet (vers douze ans environ). Ils y travaillent et leur donnent leur gain, en partie ou en totalité, afin de les aider à survivre et à faire vivre leurs cadets.

6. La pratique dans la région betsileo était de faire appel aux lignées, aux voisins et au village pour participer aux différentes phases des travaux de riziculture, et cela concerne aussi bien le labourage, l'ensemencement, le repiquage des plants de riz, le sarclage, la récolte et le transport des gerbes de riz vers l'aire de battage. Ceux qui reçoivent l'appel doivent venir ou tout au moins envoyer des remplaçants ou bien du riz, du sel ou de la viande. Ceux qui demandent de l'aide par le *haona* qui signifie exactement « appel » ou « demande » doivent nourrir ceux qui arrivent. Cela entraîne parfois une grosse dépense car à part le riz il faudrait tuer un porc pour le repas. En plus du repas offert les demandeurs d'aide doivent s'attendre à répondre à leur tour aux appels de ceux qui ont répondu aux leurs, ce devoir étant appelé *valin-tanana*, « litt. la réponse des mains (des bras) ». En principe, on ne paye pas les ouvriers en monnaie surtout s'ils se connaissent mais, en dehors du repas présenté, on offre à celui ou celle qui a participé aux travaux des récoltes de prendre la plus grosse botte de riz possible qu'il puisse porter sur sa tête ou sur son dos, sans l'aide de quiconque (cela ne se fait qu'une seule fois, à la fin des travaux). Cette sorte de paiement est appelé *tamby*, « paiement d'un service ».

La grande ville en effet reste, malgré la crise, un lieu où règne un large éventail de revenus, où semble s'offrir une gamme plus étendue de possibilités et d'opportunités de gagner sa vie, sinon de « faire fortune ». Elle l'a d'ailleurs prouvé en son temps (avec la peur croissante et justifiée des bandes de pillards qui parcourent la campagne pour voler les bœufs ou les récoltes et n'hésitent pas à tuer les villageois), ce qui explique qu'elle soit demeurée un pôle de migrations, bien qu'elle n'ait guère plus d'occasion à offrir aux déracinés qui viennent grossir ses périphéries dans l'espoir vain de réussir comme d'autres ont su réussir avant eux et qui vivent en situation d'extrême misère.

Mais, en milieu villageois, les réseaux de solidarité, même s'ils se distendent, n'en continuent pas moins à assurer une certaine redistribution ; alors que les réseaux de solidarité qui existent en ville, soit renoncent et ne remplissent guère plus cette fonction (pour les réseaux de types familiaux), soit ne parviennent pas encore à l'assurer (pour les réseaux spécifiquement liés à l'urbanisation, tels les réseaux spontanés ou ONG).

Les conditions de travail dans la grande ville

Les formes de travail proposées aux enfants sont ici les mêmes que dans les petites villes de province (sinon qu'à la campagne), mais la mendicité y occupe une place sensiblement plus importante, venant juste après le placement dans des familles. On trouve des mendiants à partir de trois ou quatre ans, filles aussi bien que garçons ; mais, à partir d'une dizaine d'années, les filles cherchent à se placer comme bonnes. La plupart ont encore leurs parents, auxquels ils ramènent une partie de leurs revenus. Ils sont relativement organisés, avec leur territoire de mendicité bien délimité.

Par contre, il n'existe pas de racket, même s'il est vrai que ceux qui dorment dehors se feront dévaliser par les plus âgés d'entre eux. Mais il s'agit là plutôt d'une forme d'initiation, de rite de passage : les mêmes « grands » prendront en charge ceux qu'ils auront ainsi volés, dès lors que ces derniers n'auraient rien gagné dans la journée, comme nous l'a expliqué le responsable de NRJ, particulièrement bien intégré dans le milieu des jeunes marginaux d'Antananarivo. Et, en cheville avec des brocanteurs, ils leur trouveront parfois des revenus exceptionnels en les initiant au vol.

La même ONG nous a confirmé, par ailleurs, que les parents poussent les enfants au travail, le revenu représentant un appoint apprécié, et qu'il est généralement admis, dans les milieux les plus pauvres, que l'enfant paye ses parents pour avoir le droit de dormir chez lui, ou plutôt chez eux (la règle étant plus générale encore lorsqu'il s'agit d'enfants adoptés).

«Chaque enfant est soutien de famille, même s'il ne vit plus chez lui, même s'il est rejeté par un de ses parents. Dans ce dernier cas, il va remettre une partie de son gain à un seul parent, en général son père ou sa mère qui s'est remarié, dont le conjoint refuse sa présence au logis. L'enfant a conscience des difficultés de sa famille et le *fihavanana* (le sentiment de solidarité) est très présent» (UNICEF : 194).

Dans les milieux moins dramatiquement défavorisés, le travail représente un vrai travail, moins dégradant pour l'image de soi que peuvent véhiculer ces enfants, éduqués dans une société où la notion de «faute» est omniprésente. Comme en province, on remarque les porteurs d'eau, payés 50FMG le seau de 20 litres, pouvant gagner ainsi de 500 à 1,000FMG par jour; les porteurs de briques, que l'on trouve dès l'âge de 6 à 8 ans, qui sont payés environ 5FMG la brique en fonction de la longueur du trajet à accomplir, et portent de 6 à 8 briques à chaque parcours; les gardiens de boutiques, de voitures; les «porter Madame», etc... En moyenne, tous gagnent de 500 à 1,000FMG par jour, et doivent trouver chaque jour à se placer. Les enfants placés dans les familles ne touchent, eux, que 5,000 à 10,000FMG mensuellement, mais ils sont logés et nourris.

Pour l'enfant qui a migré vers la capitale, même s'il parvient à résoudre la question de sa survie matérielle, d'autres problèmes sont à résoudre. Sans liens familiaux, et parfois même sans liens amicaux, le jeune travailleur est souvent sujet à une carence affective. Et s'il pallie ce vide par le type de consommation ludique offert par la capitale, il sera tenté de couper les contacts avec sa famille restée au village. Il peut même percevoir l'aide financière à apporter à sa famille comme un poids, une emprise. Quand cela arrive, la cohésion familiale n'a plus sa raison d'être pour le jeune travailleur.

En outre, pour celui qui, plus tard, compte revenir dans sa région, s'il n'a pas fait d'économies et si, de plus, il n'a pas reçu une formation au cours de sa vie de jeune travailleur, il n'osera

plus renouer avec sa famille. Le garçon, dans ce cas, pourra choisir la vie de toutes les débrouillardises des villes, et la jeune fille, se livrer à la prostitution.

De telles situations restent encore exceptionnelles, car la plupart des jeunes travailleurs venant en ville gardent toujours des relations avec leurs parents. Leur séjour loin de la famille peut être vécu comme une expatriation temporaire et non comme un déracinement de leur région d'origine. Ainsi, ceux qui arrivent à aider leur famille et à économiser rentrent au milieu des leurs, à l'âge de vingt ou vingt-cinq ans, pour fonder un foyer. Et ceux qui arrivent à s'acheter quelques têtes de bétail⁷, des terrains et des rizières à exploiter sont ceux qui ont le mieux réussi leur vie. Ils seront estimés par leur famille.

L'enfant au travail, devant les problèmes économiques de ses parents, assume donc très tôt sa responsabilité comme membre actif de la maisonnée. Sans attendre les vieux jours de ses parents, l'adolescent se trouve obligé de soulager les difficultés de sa famille par le fruit de son labeur. Jeune, il se comporte comme un véritable adulte, surtout quand il s'agit de venir en aide à ses parents et à ses jeunes collatéraux. Mais qu'advient-il de ces enfants quand ils entreront vraiment dans la vie adulte ? Trouveront-ils un épanouissement, s'ils restent toujours travailleurs sans qualification ? Et si par miracle ils reçoivent un apprentissage, pourront-ils un jour mettre à profit leur formation ? Le retour à la terre pour l'élevage et l'agriculture reste-t-il la meilleure solution ?

Le problème se pose d'autant plus que la nécessité économique est déjà parvenue, en ville, à transformer la mentalité malgache, à transformer l'image qu'elle porte sur l'enfant. Celle-ci reste, sur l'ensemble de la Grande Ile, encore suffisamment valorisée pour que la tentation d'exploiter la main-d'œuvre enfantine, nombreuse et sans défense, ne se soit pas encore propagée. Mais que l'idée de faire payer ses enfants pour qu'ils aient le droit de dormir au foyer existe déjà dans les milieux les plus touchés par la crise montre qu'aucune barrière idéologique ne résiste éternellement, confrontée à l'épreuve d'une réalité avec qui elle est devenue incompatible.

7. Le zébu en tant qu'élément majeur dans l'épargne familiale est investi également d'une valeur symbolique. Il est l'animal sacrificiel par excellence dans les cérémonies traditionnelles et représente également la force et la virilité.

Pour le moment, la tentation d'une exploitation rationnelle de cette source potentielle de revenu ne prend encore que la forme de fantasmes : on parle de vol d'enfants pour en vendre les organes à des hôpitaux privés français, de réseaux étrangers organisés dans l'achat d'enfants à destination de parents en mal d'adoption, de tourisme sexuel infantile, via Nossy-be, au profit de riches Réunionnais, etc... Notons que, dans chacune de ces rumeurs, ce sont des étrangers qui sont impliqués. Ce sont souvent eux, également, qui les transportent. Est-ce à dire que c'est d'eux seulement que viendra le danger ? Il est, hélas, bien évident que non.

Bibliographie

- Camacho, Martine (1986). *Les poubelles de la survie — la décharge municipale de Tananarive*. Paris : l'Harmattan, Villes et entreprises.
- Chasteland, Jean Claude, Véron, Jacques et Barbieri, Magali, éd. (1993). *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*. Paris : PUF/INED/CEPED, Congrès et colloques n. 13.
- Raharijaona, Henri (Avril 1993). *Rapport sur l'application de la convention relative aux droits de l'enfant à Madagascar*. Antananarivo : UNICEF/Ministère de la population. Comité de suivi de l'application de la convention des Nations-Unies sur les droits de l'enfant à Madagascar.
- Raharinarivonirina, Alisaona (Juillet 1992). *Étude sur la législation en matière de protection de l'enfant à Madagascar*.
- Ratsimbazafy, Eric (Juillet 1990). *Rapport sur les enquêtes entreprises à Antananarivo, Antsirabe, Fianarantsoa, Moramanga*. Ministère de la population, de la condition sociale, de la jeunesse et des sports/UNICEF. Projet Services urbains de base pour la protection des enfants en situation difficile.
- Ravololomanga, Bodo (1992). *Être femme et mère à Madagascar — Tanala d'Ifanadiana*. Paris : l'Harmattan.
- Sentenac, Eliane (Août 1991). *Enfants des rues*. Antananarivo (consultable à Médecins Sans Frontières).
- UNICEF/République de Madagascar (Mai 1993). *Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar (document de travail)*.

TRAVAIL, Capital et Société
une revue sur le Tiers-Monde

LABOUR, Capital and Society
a journal on the Third World

SPECIAL ISSUE/NUMÉRO THÉMATIQUE

*Child Labour within
the Globalizing Economy*

*Le travail des enfants
dans l'économie en voie
de mondialisation*

Volume

27

Numéro/Number

2

Novembre 1994/November 1994

LABOUR Capital and Society / TRAVAIL Capital et Société

Editor / Rédactrice en chef

Rosalind Boyd

Editorial Committee/Comité de Rédaction

Pierre Beaucage, Université de Montréal

Paresh Chattopadhyay, Université du Québec à Montréal

Dolores Chew, Marianopolis College

Michel Duquette, Université de Montréal

Myriam Gervais, Université du Québec à Montréal

Maimire Mennasemay, Dawson College,

Book Review Editor, Rédacteur compte rendues

Sam Noumoff, McGill University

LABOUR Capital and Society invites contributions in English or French on diverse aspects of labour research. Please address your correspondence to:

The Editors/Rédacteurs en chef

LABOUR Capital and Society / TRAVAIL Capital et Société

Centre for Developing-Area Studies

3715 rue Peel

Montréal, Québec, Canada

H3A 1X1

Si vous avez un article, un compte rendu ou un résumé de projet de recherche que vous aimeriez voir publié dans notre revue, TRAVAIL Capital et Société, veuillez nous écrire à l'adresse ci-dessus.

SUBSCRIPTION RATES can be found on the back page.

Pour LES PRIX D'ABONNEMENTS veuillez voir la dernière page.

The journal is indexed inter alia in *Alternative Press*, *Applied Social Science Index & Abstracts (ASSIA)*, *Development Contents*, *Dev/Education Exchange*, *DEVISIS*, *Geography Abstracts*, *PAIS*, *Sage Human Resources*, *Social Science Citation Index*, *Sociological Abstract*, *UNESCO Bibliography of Social Sciences and the World Agriculture Economic and Rural Social Abstracts*.

COMMENTARIES/COMMENTAIRES

- La mise au travail : une problématique à investir
ALAIN MORICE ET BERNARD SCHLEMMER..... 286
- Des inactifs qui ne chôment pas: une réflexion
sur le travail des enfants en milieu urbain au Mali
RICHARD MARCOUX 296

BIBLIOGRAPHY/BIBLIOGRAPHIE

- Introduction
ROSALIND BOYD 323
- Book Notes/Aperçus**
- PETER LEE-WRIGHT *Child Slaves* 327
- JO BOYDEN WITH PAT HOLDEN *Children of the Cities* 328
- INTERNATIONAL LABOUR OFFICE *Combating Child Labour* 329
- WILLIAM E. MEYERS *Protecting Working Children* 330
- JUDITH ENNEW & BRIAN MILNE
The Next Generation: Lives of Third World Children 331
- PAMELA REYNOLDS
Dance Civet Cat: Child Labour in the Zambezi Valley 332
- MYRON WEINER *The Child and State in India* 333
- OLGA NIEUWENHUYS *Children's Lifeworlds* 334
- MICHEL LAVALETTE
Child Employment in the Capitalist Labour Market 335
- Selected Bibliography/Bibliographie sélective
1985-1994** 337

Editor's Note

For several years, the Editorial Committee of *Labour, Capital and Society* has been discussing the need for a special issue on child labour. Following the international conference "The Exploited Child: Work and Proletarianization" that was held in Paris at the end of November 1994 (see the *Commentary* by Alain Morice and Bernard Schlemmer), the special issue has become a reality. I am grateful to the conference organizers, in particular to Bernard Schlemmer of ORSTOM who has been helpful and encouraging at every stage, for allowing a selection of six papers presented at the Paris conference to be revised and produced in this issue.

I would also like to thank Marie-Claire Leman and Suzanne Dansereau for the assistance they provided for the bibliographical section. Comments from our readers are always appreciated. I would also be interested in continuing to publish other studies on the issue of child labour in subsequent issues, if you have an article or commentary to send us.

Rosalind Boyd
Editor

We acknowledge with gratitude the financial contribution made by the International Labour Office (ILO) through its International Programme on the Elimination of Child Labour to this special thematic issue.

LABOUR, Capital and Society
TRAVAIL, capital et société

Volume 27 Number/numéro 2 November/novembre 1994

SOMMAIRE/CONTENTS

Editor's Note/Note de la rédactrice en chef ROSALIND BOYD	151
Introduction: Child Labour within the Globalizing Economy/Le Travail des enfants dans l'économie en voie de mondialisation ROSALIND BOYD	153
Grandir à Nima (Ghana): Dérégulation domestique et mise au travail des enfants MARTIN VERLET	162
Child Labour and the Export Sector: A Case Study of the Indian Carpet Industry MOHINI GULRAJANI	192
De l'enfant richesse à l'enfant fardeau: L'enfant au travail à Madagascar et sa place dans l'imaginaire social BODO RAVOLOLOMANGA ET BERNARD SCHLEMMER	216
The Socio-economic Impact of Child Labour in Cameroon ALOYSIUS AJAB AMIN	234
Le travail des enfants dans les mines de charbon en Colombie BEATRIZ CÉSPEDES SASTRE ET MARÍA ISABEL ZARAMA V.	250
Child Labour in the Philippines: Exploitation in the Process of Globalization of the Economy NELIA SANCHO-LIAO	270